

Unité départementale du Rhône  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 22/06/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAREDES-FAB (ex-PANADAYLE)**

1 rue Georges Besse  
69740 Genas

Références : UDR\_TESSP\_26-241\_RP  
Code AIOT : 0006109902

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2026 dans l'établissement PAREDES-FAB (ex-PANADAYLE) implanté 12 rue Georges Besse 69740 Genas. L'inspection a été annoncée le 31/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAREDES-FAB (ex-PANADAYLE)
- 12 rue Georges Besse 69740 Genas
- Code AIOT : 0006109902
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site de la société PAREDES FAB est autorisé par l'arrêté préfectoral du 25 mai

1999, modifié pour la dernière fois le 24 janvier 2023, pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- rubrique 2445-1 (Enregistrement): Transformation de papier ou carton ;
- rubrique 1530-2 (Déclaration): Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues ;
- rubrique 2930-b (Déclaration): Fabrication de détergents et savons.

Le site comprend un seul bâtiment.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

1 - Lors de la présente visite, l'inspection constate la création d'une dalle en béton (de 50 m<sup>2</sup> environ) sur une surface enherbée. Des stockages divers (principalement des déchets) sont présents sur cette dalle, notamment des produits dangereux qui sont associés à des rétentions. L'exutoire des eaux pluviales de cet dalle est un ouvrage d'infiltration équipé en amont d'une vanne martelière pouvant assurer son isolement.

L'inspection précise à l'exploitant :

- qu'il ne peut pas déverser, sans contrôle préalable, les eaux pluviales contenues dans les rétentions associées à des produits dangereux ;
- que le volume réglementaire des rétentions pour les produits dangereux doit toujours être disponible.

2 - Avant la visite l'exploitant a transmis le dernier BSD d'évacuation des boues du séparateur d'hydrocarbures du site, afin de justifier que ces boues sont désormais traitées dans une filière agréée (cf. constat n°7 du rapport du 20/11/2023).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | plan des réseaux                    | Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2- point 4.3 | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 4  | Condition de stockage               | AP Complémentaire du 24/01/2023, article 1             | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 5  | Système sprinkler (dimensionnement) | Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 6.3          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 2 mois                |
| 6  | Débit eaux extinction incendie      | AP Complémentaire du 24/01/2023, article 6             | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 12 mois               |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Puits             | AP de Mise en           | Avec suites, Mise en                                                                                       | Levée de mise en  |

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|-----------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|    | d'infiltration (conception) | Demeure du 15/09/2022, article 1.1               | demeure, respect de prescription                                                                    | demeure                  |
| 2  | Gestion eaux pluviales      | AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 1.2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                               | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant doit respecter les conditions de stockage des matières combustibles, mentionnées dans son porter à connaissance de juin 2022 (version 2).
- L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les adaptations nécessaires de son installation sprinklage dans le cadre de la révision trentennale. En attendant, l'exploitant doit indiquer au préfet (ddpp-pe@rhone.gouv.fr) des mesures compensatoires.
- L'exploitant a réalisé les travaux nécessaires pour la gestion des eaux pluviales du bassin versant n°1.

L'exploitant affirme que les eaux pluviales de voiries du site voisin (Brin d'Herbe) ne sont pas infiltrées dans un de ces puits d'infiltration et que l'information fournie à ce sujet par IRH dans son rapport de 2019 était une erreur.

**En conséquence, l'inspection propose au préfet de lever les deux points de la mise en demeure du 15/09/2022 (article 1.1 et 1.2). Une fois acté, le site aura satisfait à l'ensemble des mises en demeure le concernant au jour de la présente visite.**

L'exploitant doit mettre à jour son plan des réseaux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Puits d'infiltration (conception)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eau incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est mis en demeure sous 8 mois de respecter les dispositions du 4.4.2 l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25/05/1999 en rendant étanche les regards des puits d'infiltration qui ne le sont pas afin d'éviter notamment toute infiltration des eaux d'extinction d'incendie, et transmettre à l'inspection des installations classées tous éléments permettant de le justifier.</p> <p>article 2 point 4.4.2 : <i>les eaux pluviales recueillies par la toiture seront collectées et dirigées vers des</i></p> |

*puits perdus en vue d'infiltration. Les regards des puits seront rendus étanches afin d'éviter notamment toute infiltration des eaux d'extinction d'incendie. (...)*

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'inspection avait :

- indiqué que les puits d'infiltration qui ne sont pas susceptibles de recueillir des produits dangereux (notamment des eaux d'extinction incendie) par écoulement direct sur le sol peuvent conserver une tête non étanche. L'inspection avait considéré que les puits d'infiltration des BV 2, 3, 4 et 5 étaient dans cette situation (appellation des BV reprise de l'étude IRH RHAP180526 datée du 05 mars 2019) ;
- demandé à l'exploitant de rendre étanche l'ouvrage d'infiltration du BV1 ou justifier que l'écoulement des eaux d'extinction incendie par la tête de cet ouvrage est impossible.

Lors de la présente visite l'exploitant indique que les puits d'infiltration et le séparateur d'hydrocarbure du bassin versant n°1 ont été supprimés. A la place un nouvel ouvrage d'infiltration (drain enterré) a été créé et une vanne martelière automatique a été mise en place pour pouvoir isoler cet ouvrage en cas de besoin. L'exploitant a transmis une attestation datée du 06/06/2024, de mise en service de la vanne martellière et de son panneau de commande.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un justificatif pour le comblement des anciens ouvrages suivant la norme AFNOR NF X 10-999, intitulé « Forage d'eau et de géothermie ».

**L'inspection propose au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Gestion eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, eau incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est mis en demeure sous 8 mois de respecter les dispositions du point 4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25/05/1999 en traitant les eaux de ruissellement provenant des bassins versants n°1 et 3 [rapport d'IRH RHAP180526 datée du 05 mars 2019], avant rejet, ou pour ce dernier ne plus recueillir ses eaux de ruissellement. L'exploitant pourra réaliser une gestion alternative des eaux pluviales de ces deux bassins versants dans la mesure où elle respecte le guide de recommandation de gestion des eaux pluviales de l'Est lyonnais (décembre 2016). Dans ce cas, l'arrêté préfectoral sera modifié en conséquence.

Article 2 point 4.6.1 : *À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de*

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le BV3 ne collecte pas des eaux pluviales de voiries provenant du site voisin (Brin d'Herbe) et que l'information fournie à ce sujet par IRH dans son rapport de 2019 était une erreur ;</li> <li>le puits d'infiltration du BV3 infiltre uniquement les eaux pluviales de toiture du bâtiment du site ;</li> <li>au regard des deux points précédemment évoqués, aucune modification de l'ouvrage d'infiltration du BV3 n'est nécessaire.</li> </ul> <p>La réalisation des travaux sur le BV 1 (cf. constat n°1) permet de satisfaire à la mise en demeure.<br/> <b>L'inspection propose au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 3 : plan des réseaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2- point 4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.</p>                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fourni un plan des réseaux actualisé qui ne mentionne plus la connexion du BV3 au site voisin.</p> <p>L'inspection constate après la visite qu'il n'est plus indiqué d'exutoire pour les eaux pluviales de voiries et de toiture d'une partie du site, alors que dans les plans précédents l'exutoire était le bassin d'infiltration.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande :</b> L'exploitant met à jour le plan des réseaux du site et le tient à disposition de l'inspection.</p>                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 4 : Condition de stockage**

|                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2023, article 1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Il est accusé réception du porter à connaissance du 1er juin 2022, complété le 05 décembre 2022 de la société PAREDES-FAB concernant : la création d'une nouvelle ligne de transformation de papier/carton ; l'ajout d'une nouvelle activité de production de savons liquides ; la réorganisation des cellules de stockage (...)</p> <p>Il est mentionné dans le dossier de porter à connaissance de juin 2022 (version 2) les conditions de stockage des bobines mères suivantes :</p> <p>Stockage masse sur 2 niveaux : 6 ilots de dimensions 14,9 m x 11,5 m, largeur des allées : 5 m</p>                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présence visite, l'inspection constate que les bobines mères sont stockées en masse et non en ilots.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate la présence dans la zone de stockage des bobines mères, à leur contact, quelques palettes contenant d'après l'exploitant des poches en plastique vide destinées à contenir le savon produit sur site.</p> <p>L'inspection précise que les modélisations de flux thermiques ont été réalisées dans le porter à connaissance de 2022 avec un stockage des bobines mères en ilots. L'acceptabilité du risque a donc été analysée par l'exploitant sur ces conditions de stockage et non sur celles mises en œuvre.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de respecter les conditions de stockage mentionnées dans son porter à connaissance de juin 2022 (version 2) acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 janvier 2023 ou de transmettre un nouveau porter-à-connaissance au préfet pour adapter les modalités de stockage.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 5 : Système sprinkler (dimensionnement)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 6.3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens se composent <i>a minima</i> de (...) l'aire de stockage des matériaux combustibles sera en outre pourvue d'un dispositif automatique de détection et d'extinction d'incendie de type sprinkler.</p>                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des précédentes visites, l'inspection avait constatée une évolution des activités et des conditions de stockage. A ce titre, elle avait demandée à l'exploitant de justifier que le dimensionnement de son système sprinkler est toujours adapté à son stockage et ses activités. Comme indiqué dans le constat n°4 "condition de stockage", l'inspection constate que les bobines mères sont stockées en masse et non en ilots comme mentionné dans le DAE de 1998 et</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>dans le porter à connaissance de juin 2022.</p> <p>L'inspection constate qu'il est indiqué sur le rapport de vérification semestrielle de l'installation sprinklage du 21/04/2026, depuis le 28/09/2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>une modification du type de stockage et des matériaux stockés au poste 3</i></li> <li>• <i>qu'il convient de " créer des allées de circulation de 2,4m et respecter un ilotage de 150m<sup>2</sup> afin de répartir les charges calorifiques."</i></li> </ul> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique travailler depuis 18 mois avec un bureau d'étude et son assureur sur la révision trentennale du système sprinkleur.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de disposer de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Dans l'attente de la mise à niveau de son installation de sprinklage, l'exploitant met en place, sous 2 mois, des mesures compensatoires permettant de se conformer à la présente prescription. Ces mesures doivent notamment avoir pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de réduire le risque de départ d'un incendie dans le bâtiment ;</li> <li>• de détecter au plus tôt le départ d'un incendie dans le bâtiment ;</li> <li>• que l'exploitant soit en capacité de lutter contre un départ d'incendie le plus rapidement possible après sa survenue avec des moyens efficaces et d'adaptés.</li> </ul> <p>La liste de ces mesures est communiquée, sous 2 mois, au préfet (ddpp-pe@rhone.gouv.fr) dans le cadre d'un porter-à-connaissance.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 6 : Débit eaux extinction incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2023, article 6</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant justifie dans les 3 mois suivant la notification de cet arrêté préfectoral le débit simultané minimum de 330m<sup>3</sup>/h</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas fait spécifiquement pour ce site une mesure du débit d'eau d'extinction incendie, mais qu'il dispose de mesures réalisées pour son site voisin permettant de justifier le débit de 330m<sup>3</sup>/h. Néanmoins les poteaux utilisés pour les mesures ne sont pas ceux imposés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1999.</p> <p>L'exploitant indique qu'il va faire confirmer ce débit simultané sur les poteaux mentionnés dans le dossier d'autorisation de 1999 (cf § 9.1.3 du porter à connaissance de juin 2022)</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'inspection demande à l'exploitant de justifier, sous 12 mois, du débit simultané d'eau d'extinction incendie de 330m <sup>3</sup> /h minimum. |
| Type de suites proposées : Avec suites                                                                                                          |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                     |
| Proposition de délais : 12 mois                                                                                                                 |